



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 417 – 8 octobre 2021

Régional

Adiwale Partners lève 60 M EUR pour financer les PME d'Afrique de l'Ouest

Adiwale Partners, société ivoirienne de capital-investissement, [a réalisé](#) le 1^{er} octobre 2021 la clôture de son premier fonds d'investissement ouest-africain, nommé Adiwale Fund I. Des investisseurs tels CDC Group, la Banque africaine de développement (BAfD), le Dutch good growth fund (DGGF), Kuramo capital management (KCM), la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) ou encore l'International finance corporation (IFC) ont permis de lever un montant de 60 M EUR. Ainsi, ce fonds investira entre 3 et 8 M EUR par transaction sous forme d'injection de capital dans des Petites et moyennes entreprises (PME) situées principalement en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso. Les secteurs privilégiés seront : (i) les produits et services de grande consommation ; (ii) la santé et l'éducation ; (iii) les services aux entreprises et (iv) l'industrie.

L'OMS approuve le premier vaccin antipaludique

Dans [un communiqué de presse](#) paru le 6 octobre 2021, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a recommandé l'utilisation d'un vaccin antipaludique destiné aux enfants. Ce vaccin, basé sur un programme impliquant 800 000 enfants au Ghana, au Kenya et au Malawi, est le premier vaccin antipaludique

LE CHIFFRE À RETENIR

+6,8%

Taux d'inflation au Togo en glissement annuel en août 2021

efficace dont l'utilisation est recommandée à grande échelle. Pour rappel, en 2019, plus de 50% des cas de paludisme ont été recensés dans 6 pays d'Afrique subsaharienne : le Nigeria (23%), la République démocratique du Congo (11%), la Tanzanie (5%), le Burkina Faso, le Mozambique et le Niger (4% chacun). Selon l'OMS, plus de 260 000 enfants africains âgés de moins de 5 ans meurent du paludisme chaque année.

Bénin

Le gouvernement lève les restrictions aux exportations de produits vivriers

A la faveur des premières récoltes, le Conseil des Ministres [a décidé](#), le 6 octobre 2021, de lever la mesure de restriction relative aux exportations de produits vivriers. Pour rappel, le Conseil des Ministres avait interdit, le 16 juin 2021, l'exportation de produits vivriers en raison d'une importante hausse des prix des denrées alimentaires. En effet, en juin 2021, selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSAE), les prix de la catégorie "produits

alimentaires et boissons non alcoolisées" avaient progressé de 12% par rapport au même mois de l'année précédente. Toutefois, en août 2021, cette dernière catégorie affiche un taux d'inflation de 5,9% en glissement annuel (g.a.) selon l'INSAE.

Aménagement d'une station balnéaire en partenariat avec le Club Med

Le gouvernement [a procédé](#), le 5 octobre 2021, à la signature de deux contrats avec la société le Club Med pour la gestion, la promotion et la commercialisation des séjours du futur Club Med d'Avlékété. D'un coût qui devrait s'établir à 50 Mds FCFA (76,2 M EUR), le site bénéficiera de 330 chambres sur un espace d'environ 25 hectares et contribuera à la création de plus de 1 000 emplois directs et indirects dans le pays. Ce futur site, qui devrait être opérationnel en 2025, deviendrait le deuxième de l'entreprise en Afrique de l'Ouest (après le Sénégal).

Burkina Faso

Le montant de l'aide publique au développement en hausse de 38,3% en 2020

Selon [le rapport 2020 sur la coopération pour le développement](#) (RCD), le montant d'Aide publique au développement (APD) perçu pour 2020 s'élève à 1 232 Mds FCFA (2,1 Mds USD), en hausse de 38,3% par rapport à 2019. Elle est constituée de 65,2% de dons et de 34,8% de prêts. L'aide multilatérale contribue à 59,6% de l'enveloppe totale, suivie de l'aide bilatérale à hauteur de 36,5%, tandis que les ONG contribuent pour 3,9% du total. Les principaux contributeurs sont la Banque mondiale (416,8 M USD ; 19,5% du total), l'Union Européenne (265,2 M USD ; 12,4% du total), les Etats-Unis (195,8 M USD ; 9,1% du total), le FMI (195,2 M USD ; 9,1% du total) et la France (171,6 M USD ; 8% du total). En termes de contribution sectorielle, l'APD a principalement visé le secteur : (i) du travail, emploi et protection sociale (13,5% du total de l'APD) ; (ii) de la santé (12,7% du total) ; (iii) de l'

environnement, eau et assainissement (10,4% du total) ; (iv) de la production agro-sylvo-pastorale (9,2% du total) et (v) des infrastructures de transport, de communication et d'habitat (6,9% du total).

Le gouvernement annonce des mesures pour soutenir les producteurs agricoles

La campagne agricole 2021-2022 au Burkina Faso a été marquée par des inondations dans six régions touchant près de 4 900 hectares (ha) pour une perte estimée de 16 000 tonnes de production. A cela s'ajoute des épisodes de sécheresse dans sept régions du pays, touchant environ 46 000 ha pour une perte estimée à 55 000 tonnes de production. Pour parer à cette situation, le gouvernement [a annoncé](#) des mesures pour atténuer les effets de ces catastrophes parmi lesquelles : (i) le déploiement de 500 forages à grand débit équipés de système de pompage solaire dans les zones les plus touchées ; (ii) la mise à disposition d'engrais (8 700 tonnes) et des semences (375 kg). Par ailleurs, les autorités envisagent la mise en place d'une ligne de crédit de 15 Mds FCFA (22,9 M EUR) pour accompagner les producteurs.

Cap-Vert

Budget prévisionnel en baisse de 2% pour 2022

Le Ministre des Finances du Cap-Vert a [présenté le budget 2022](#), en baisse de 2% par rapport à 2021, à 73 Mds CVE (662 M EUR). Selon le ministre, le budget 2022 a pour priorité la réponse sanitaire, la reprise économique, l'inclusion sociale et la viabilité budgétaire. Plusieurs contraintes pèsent sur le pays pour son budget 2022 : (i) le service de la dette publique qui devrait augmenter d'environ 9 Mds CVE (81,6 M EUR) ; (ii) les pertes en recettes publiques associées à la COVID 19, estimées à 20 Mds CVE (181,4 M EUR) sur la période allant de 2020 à 2022 ; (iii) la rigidité des dépenses publiques, compte tenu de leur structure marquée par les dépenses de personnel et les prestations sociales.

🌐 Côte d'Ivoire

Baisse des marchés publics approuvés sur les 6 premiers mois de l'année en g.a.

Selon [une communication](#) du gouvernement, le montant des marchés approuvés s'est établi à 333,6 Mds FCFA (508,6 M EUR) à fin juin 2021, soit une diminution de 43,9% par rapport à la même période de 2020. En nombre, 1 292 marchés ont été approuvés au 2ème trimestre 2021 contre 1 570 au 2ème trimestre 2020, soit une diminution de 17,7%. Cette baisse est en lien avec le caractère exceptionnel de l'année 2020 qui a été marquée par de nombreuses procédures dérogatoires pour faire face à la pandémie à coronavirus et exécuter des dépenses urgentes liées aux élections présidentielles. En outre, les procédures concurrentielles représentaient 70,4% du montant des marchés attribués à fin juin 2021 contre 27,1% pour les procédures non concurrentielles. Enfin, la part des marchés attribués aux Petites et moyennes entreprises (PME) est en diminution en termes de montant (36,3 % du montant total à fin juin 2021 contre 41,8% à fin juin 2020), mais en augmentation concernant le nombre (67,7% des marchés attribués à fin juin 2021 contre 56,6% à fin juin 2020).

Ratification par le gouvernement d'un accord de prêt de 50 M USD de la BADEA pour la construction du CHU d'Abobo

Le Conseil des Ministres [a ratifié](#), le 6 octobre 2021, l'accord de prêt avec la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) visant à la construction du Centre hospitalier universitaire (CHU) d'Abobo. Ce financement, d'un montant de 50 M USD, contribuera à 52% du montant total du projet et viendra compléter les engagements déjà pris par l'Etat ivoirien et le Fonds saoudien de développement. Ce CHU, d'une capacité de 600 lits, comprendra tous les services sanitaires généraux mais également deux pôles spécialisés, à savoir un centre d'hémodialyse et de greffe rénale et une unité de prise en charge des

prématurés. Il s'inscrit dans le cadre du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2016-2020, visant à améliorer la qualité ainsi que la performance des services de santé du pays.

🌐 Gambie

Le MCC approuve un programme pour un montant de 25 M USD

Selon [un communiqué](#), le conseil d'administration de la Millennium Challenge Corporation (MCC) a approuvé, le 29 septembre 2021, un investissement de 25 M USD sur le territoire gambien. Ce programme sera décliné en 2 projets distincts : (i) le projet de gouvernance, visant à développer l'efficacité et la transparence de la gouvernance dans le secteur de l'électricité, pour un montant de 8,4 M USD ; (ii) le projet d'exploitation du secteur de l'électricité, visant à permettre à la Société nationale de Gambie pour l'eau et l'électricité (NAWEC) de réduire la fréquence et la durée des pannes et d'améliorer sa capacité d'exploitation, pour un montant de 11,6 M USD. Enfin, 5 M USD seront attribués à l'évaluation et à la supervision du programme.

🌐 Libéria

Lancement d'un projet de centre pour la collecte de données sur les déchets

Lors du lancement du 2nd rapport sur l'état de l'environnement au Libéria, l'entreprise publique MCC [a présenté](#) un projet visant à créer un centre pour la collecte de données sur les déchets afin d'en améliorer la gestion. En collaboration avec l'Agence de protection de l'environnement (EPA) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), cette initiative visera, à travers l'obtention et l'analyse de données, à : (i) favoriser la réduction des émissions de gaz à effet de serre ; (ii) sensibiliser la population et les entreprises du secteur privé sur la nécessité d'adopter des pratiques d'économie circulaire.

Mali

4 accords de financement de la BM pour 237,5 M USD

Le Ministre de l'Economie et des Finances et la directrice pays de la Banque mondiale (BM) [ont signé](#), le 1^{er} octobre 2021, 4 accords de financement de projets pour un montant total de 237,5 M USD. Dans le détail, ces accords visent à : (i) apporter un financement additionnel au projet d'intervention d'urgence Covid-19, à hauteur de 52,5 M USD ; (ii) financer le projet communautaire de relance et de stabilisation au sahel, à hauteur de 100 M USD ; (iii) appuyer la fourniture d'électricité, l'installation des équipements et la construction des infrastructures de protection de la sous-station de Sirakoro, à hauteur de 55 M USD ; (iv) apporter un financement additionnel au projet d'amélioration de l'accessibilité rurale afin de soutenir le désenclavement des zones rurales isolées, à hauteur de 30 M USD. Pour rappel, ces accords sont les premiers signés depuis la reprise de la collaboration avec l'institution le 6 septembre 2021.

Mauritanie

Partenariat et rachat de l'opérateur de télécoms Mattel

Quatre entreprises étrangères [se sont positionnées](#) sur l'appel d'offre de reprise de l'opérateur des télécoms Mattel en Mauritanie : le groupe Orange, l'entreprise marocaine Inwi, le groupe malgache Axian et l'opérateur mauricien Telecel. Mattel est le deuxième opérateur du pays, détenu à 51% et 39% par Tunisie Telecom et le groupe BSA. Parallèlement, [les sociétés Mattel et Huawei ont signé un contrat de partenariat stratégique](#) destiné à renforcer les infrastructures de haut débit de l'opérateur mauritanien. Ce nouvel investissement permettra à Mattel d'augmenter la capacité de son réseau 4G et d'étendre le déploiement de son réseau de fibre optique.

Aura Energy obtient 10 M USD pour la mise en service de la mine d'uranium de Tiris

Selon [un communiqué](#) publié le 7 octobre 2021, l'entreprise australienne Aura Energy a annoncé avoir obtenu un prêt d'un montant de 10 M USD de la part de la société britannique Curzon Unit, comprenant une éventuelle facilité supplémentaire de 10 M USD à la discrétion du prêteur. Ce financement a pour but d'achever la construction de la dernière phase du projet du champ d'uranium de la mine Tiris et de lancer sa production, prévue pour 2024. Les réserves totales de cette mine ont été revues à la hausse pour atteindre plus de 225 000 tonnes. Ce prêt s'inscrit dans la tendance haussière des cours de l'uranium dont la livre dépasse les 40 USD actuellement, niveau le plus haut depuis 2014.

Niger

400 M USD de la BM pour lutter contre le stress hydrique et l'insécurité alimentaire

La Banque mondiale (BM), à travers un financement de l'Association internationale de développement (IDA), [a approuvé](#) un projet d'un montant de 400 M USD visant à optimiser les ressources en eau du pays afin d'en renforcer la sécurité alimentaire. Dans le détail, ce projet de plateforme intégrée pour la sécurité hydraulique permettra : (i) de promouvoir la gestion participative des ressources en eau ; (ii) d'optimiser l'approvisionnement, l'assainissement et la prestation des services d'irrigation ; (iii) d'assurer une viabilité à long terme de ces améliorations. Cette initiative viendra en appui aux 19 projets nationaux et 13 projets régionaux que la BM finance dans le pays (pour un montant total de 3,2 Mds USD).

🇸🇳 Sénégal

Adoption du projet de loi de finances 2022

Le projet de loi de finances pour l'année 2022 a été adopté en Conseil des Ministres, le 6 octobre 2021, et arrêté à plus de 5 150 Mds FCFA (7,8 Mds EUR). Selon le communiqué, le budget général pour l'année 2022 s'élève à 3 510,7 Mds FCFA (5,3 Mds EUR) en recettes et 4 294,7 Mds FCFA (6,5 Mds EUR) en dépenses, soit un déficit de 784 Mds FCFA (1,2 Md EUR) correspondant à 4,8% du PIB (contre 3,7% en LFI 2021). Comparé à la LFI 2021, le budget 2022 est en hausse en recettes de 284,8 Mds FCFA (434 M EUR, soit +9%) et en dépenses de 324,9 Mds FCFA (495 M EUR, soit +8%). Les recettes fiscales seraient en hausse de 14% par rapport à 2020, à 2 925 Mds FCFA (4,5 Mds EUR) tout comme les recettes non fiscales de 5% à 140 Mds FCFA (213,4 M EUR). Concernant les dépenses, celles relatives à la masse salariale restent le premier poste à 952 Mds FCFA (1,4 Md EUR, +5%) tandis que les charges financières de la dette publique s'établissent à 350 Mds FCFA (533,6 M EUR ; +7%).

Le pays noté "A-" par Bloomfield Investment

L'agence Bloomfield Investment Corporation a procédé récemment à la notation financière en monnaie locale du Sénégal. L'agence a décerné au pays la note de "A-" (risque faible) à long

terme, avec perspectives stables, traduisant sa résilience et sa flexibilité financière. A court terme, le pays a reçu la note de "A2", avec perspectives stables, traduisant, selon l'agence, des indicateurs de liquidité en bonne santé et un bon accès aux marchés des capitaux. Parmi les facteurs de risques pesant sur le pays, l'agence a souligné : (i) un niveau d'endettement en hausse ; (ii) une économie dépendante des ressources extérieures ; (iii) un déficit budgétaire en hausse, en lien avec les dépenses de lutte contre l'impact de la COVID-19.

🇲🇵 Togo

Inflation à +6,8% en g.a. en août 2021

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), le taux d'inflation est ressorti à +6,8% en glissement annuel (g.a.) en août 2021, au même niveau que le mois précédent (+6,8% en g.a.). Pour cause, l'immense majorité des postes de dépenses affichent une hausse des prix, dont la plus importante concerne les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+15% en g.a.), en particulier les tubercules et plantains (+20,2%) et les légumes (+20%). La plus faible hausse est observée pour le poste enseignement (+0,9%) tandis que les prix du poste articles d'habillement et de chaussures sont les seuls à rester stable (0%).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international